

## Conférence de la Commission Méditerranée

Conclusions (Monaco - avril 2006)

adoptées par le Conseil Central de Barcelone (2 juin 2006)

La Commission Méditerranée de la Ligue Européenne de Coopération Économique s'est donné pour tâche, depuis sa création en 1996, d'accompagner de sa réflexion critique le Processus de Barcelone. Elle rappelle que celui-ci devait à sa naissance en 1995 faire face à trois défis majeurs:

- ◇ la persistance de conflits régionaux sur le pourtour méditerranéen
- ◇ le sous-développement économique dans les pays du sud de la Méditerranée
- ◇ le danger de montée de l'intégrisme religieux radical dans ces mêmes pays.

Le Processus de Barcelone comprenait trois volets tentant de répondre à ces défis:

- ◇ un volet politique et de sécurité visant à définir un espace commun de paix et de stabilité et à contribuer à la résolution du conflit israélo-palestinien
- ◇ un volet économique et financier ayant pour objectif principal la mise en place d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010 ainsi que la réalisation préalable des conditions pour que le libre-échange soit réellement facteur de progrès au sud de la Méditerranée
- ◇ un volet social, culturel et humain en vue de favoriser la compréhension entre les cultures de même que les échanges entre les sociétés civiles des pays concernés.

Pour thème de sa 7<sup>me</sup> Conférence, tenue à Monaco les 28 et 29 avril 2006, la Commission Méditerranée de la Ligue a choisi "Éducation, formation et technologie comme leviers du développement économique dans les pays tiers de la Méditerranée". Ce thème se situait très précisément à la charnière entre les second et troisième volets du Processus de Barcelone, puisque l'éducation dans son sens le plus large et les nouvelles technologies de l'information et de la communication représentent à la fois des outils de développement économique et social et des instruments pour une meilleure circulation de l'information entre pays riverains de la Méditerranée et pour une plus grande compréhension mutuelle de leurs cultures. Les orateurs qui ont développé ce thème à Monaco incluaient des experts marocain et tunisien.

En conclusion de cette conférence la Commission Méditerranée tient à souligner l'importance, pour les pays tiers de la Méditerranée, d'un accès universel, durable et financièrement abordable à ces nouvelles technologies en raison des possibilités que celles-ci offrent:

- ◇ de diffuser la "culture numérique" dans des zones géographiquement isolées ou économiquement arriérées, au prix d'un effort conscient des pouvoirs publics en partenariat avec des entreprises privées, dont un pays comme la Tunisie offre l'exemple
- ◇ d'utiliser cette diffusion comme un instrument d'éducation dans le système scolaire et de formation permanente (apprentissage *on-line*) au cours de la vie active
- ◇ de faciliter les transferts de technologies et de compétences
- ◇ d'ouvrir la voie à une plus grande ouverture au monde ainsi qu'à un renforcement de la société civile et à une démocratisation progressive.

Néanmoins les exposés et discussions de Monaco ont fait prendre conscience à la Commission Méditerranée de l'ampleur des problèmes à résoudre dans les pays tiers de la Méditerranée et des obstacles à surmonter pour que la diffusion de la culture numérique puisse s'y faire dans de bonnes conditions. Elle a relevé en particulier:

- ◇ le taux encore élevé d'analphabétisme de certains pays arabes, dans lesquels le nombre absolu d'analphabètes tend à augmenter
- ◇ l'insuffisante représentation des femmes dans la vie économique, sociale et politique
- ◇ le nombre trop peu élevé d'emplois créés pour absorber une population active qui s'accroît rapidement
- ◇ l'inadéquation de la formation à l'emploi, qui résulte pour partie d'un manque d'articulation entre les politiques de l'emploi et celles de l'éducation, et qui produit à la fois des pénuries de travailleurs qualifiés et de cadres intermédiaires, et un chômage important de diplômés de l'enseignement supérieur
- ◇ la "fuite de cerveaux" (*brain drain*) vers les pays développés, qui peut avoir pour effet d'abaisser le rendement économique et social des investissements éducatifs consentis dans les pays du Sud.

La Commission Méditerranée constate en outre que l'éducation et la formation, si nécessaires qu'elles soient au développement économique et social, ne suffisent pas pour le garantir. Elle insiste par conséquent pour que les autres conditions de la croissance économique soient mises en place là où elles font défaut, notamment:

- ◇ une plus grande ouverture aux investissements étrangers
- ◇ un encadrement institutionnel, administratif, juridique et financier qui favorise l'attraction de ceux-ci et l'essor des entreprises
- ◇ le développement d'infrastructures de transport appropriées
- ◇ une mise en œuvre plus résolue du *Processus d'Agadir* visant à une intégration régionale des marchés beaucoup plus poussée.

Elle recommande enfin:

- ◇ qu'une plus grande attention soit portée, dans l'établissement des priorités pour les pays tiers de la Méditerranée, à la qualité de l'enseignement et au niveau de compétence des enseignants;
- ◇ qu'une meilleure adéquation de l'éducation et de la formation à l'emploi soit poursuivie, notamment à travers des formules de parrainage d'écoles par des entreprises, appliquées avec succès dans certains pays, et au moyen d'une consultation des associations d'entreprises et des chambres de commerce sur la définition des programmes d'enseignement et sur les réformes des systèmes éducatifs;
- ◇ qu'il soit remédié au déficit démocratique qui s'oppose à une stratégie cohérente de développement du capital humain et à une participation active de la société civile aux réformes des systèmes éducatifs.

- - - - -